

# Tous accusent le gouvernement !

Plus de 60 % des instituteurs de Seine-Saint-Denis ont répondu à l'appel des syndicats à la grève, à la suite du suicide de Christine Renon, directrice d'école à Pantin (Seine-Saint-Denis), le 21 septembre dernier. Dans sa lettre, elle met en cause les responsables de cette situation, ceux qui, depuis des décennies, mettent en œuvre une politique de démantèlement de l'école publique.

**Le 3 octobre, ils étaient plus de 3 000**, dans une forêt de drapeaux syndicaux, rassemblés devant la direction des services départementaux de l'Éducation à Bobigny, pour faire part de leur émotion mais aussi crier leur colère et leur indignation, **accusant les gouvernements successifs qui saccagent l'école avec leurs contre-réformes.**

Dans la nuit du 25 au 26 septembre, un incendie détruit l'usine chimique Lubrizol à Rouen (Seine-Maritime). L'entreprise est classée « Seveso seuil haut » (risques d'accident à forte dangerosité). Un immense nuage de suie se répand, en souillant tous les alentours. Pour la population, c'est l'angoisse et la colère.

**Les habitants accusent les gouvernements successifs qui ont déréglementé le droit environnemental.** En 2009, l'État a réduit les règles de contrôle sur les installations classées en créant le régime de « l'enregistrement », qui n'oblige plus les entreprises à conduire des études d'impact avant le lancement de certaines activités. Un décret du 13 avril 2010 a fait augmenter de 50 000 à 300 000 m<sup>3</sup> le seuil en dessous duquel les entrepôts ne sont pas soumis à autorisation. Puis, Macron et sa loi de simplification administrative ont permis aux sites Seveso d'étendre leurs capacités de stockage.

**A propos de la réforme des retraites**, Macron a déclaré, le 3 octobre à Rodez (Aveyron) : « *Le régime doit toujours être équilibré [...]* » ; « *Ça veut dire que, si le conseil d'orientation des retraites (COR) nous dit : il manque 8-10 milliards, on devra dire : il faut travailler un peu plus longtemps, ça, c'est tout à fait vrai.* »

**Le versement de la pension ne découlerait plus de droits acquis, mais d'une enveloppe financière déterminée par le gouvernement en fonction de la « règle d'or d'équilibre du système ».** Cette « règle d'or » est définie par l'article 3 du traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), qui stipule que « *la situation budgétaire des administrations publiques doit être en équilibre ou en excédent* ». Elle est à l'origine de toutes les mesures d'austérité. Pour Macron et Delevoe, l'enveloppe ne devrait pas dépasser 14 % du produit intérieur brut (PIB).

**Les travailleurs accusent les gouvernements successifs qui n'ont cessé de remettre en cause le système de retraite par répartition.**

**Seule une grève générale bloquant l'économie du pays contraindra le pouvoir à reculer. L'enjeu, c'est le retrait du plan Macron-Delevoe sur les retraites, mais aussi le retrait de toutes les contre-réformes anti-ouvrières et antidémocratiques qui frappent la classe ouvrière, la jeunesse et la démocratie.**

Lisez toutes les informations concernant toutes ces questions dans *La Tribune des travailleurs*.  
Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

A retourner à : [poidemocratique@orange.fr](mailto:poidemocratique@orange.fr)

ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.